

## Barbouillages publicides

### Récit et commentaires après la 3<sup>e</sup> action « Au grand jour », par un proche de R.A.P.

**La République française est-elle démocratique ?** Chacun de nous ressent vaguement qu'elle ne l'est pas autant qu'elle le proclame. Tout juste peut-on se satisfaire d'un pays où les usages sont affables et conciliants sans perdre de leur efficacité, où les grands principes n'ont pas à être sans cesse revendiqués et où ils peuvent rester dans l'ombre si propice à la conservation des choses précieuses.

Mais l'ombre favorise aussi l'oubli, et les grands principes régissent peu les lenteurs de la justice des pauvres, la conscription pour des guerres inutiles, les grossiers mensonges des plus hauts responsables ou les bouleversements de l'Europe ouverte, sans consulter ses habitants, à toutes les barbaries... Rien pourtant ne rebute l'utopie du citoyen. Il se croit, il se voit citoyen ! Il est doté d'une espérance acharnée et, s'il refuse la triste comptabilité des indifférences définissant son rapport à l'État, c'est dans le fol espoir que subsiste une parcelle de vérité dans la merveilleuse proclamation « républicaine et démocratique ».

**Un événement pernicieux s'est déroulé dans notre démocratie précaire.** Pernicieux, puisque, ce 4 avril 2001 vers 19 heures, avenue de Versailles à Paris, d'importantes forces de police nous poussaient à réévaluer la générosité de cette utopie, réduisant les plus conciliants d'entre nous à abandonner leur rôle de dupes consentantes pour réapprendre les saines nécessités de la légitime défense. Attention ! Je n'ai pas de couteau entre les dents. La légitime défense à laquelle je fais allusion est d'ordre intellectuel. Il s'agit de remplacer les sentiments par la raison. Dans notre société, on mesure quand même le danger de cette posture.

**La dynamique des faits.** Le conflit de principe qui opposait, ce jour-là, les associatifs aux « forces de l'ordre » implique une évidence et une menace.

L'évidence, ce sont les trois citoyens qui ont barbouillé cinq affiches publicitaires de 4 mètres par 3. Ils ont été conduits dans les locaux de la police pour marquer la réprobation de la loi et pour vérifier leur identité. Mais l'évidence respire le prétexte. Car des milliers d'affiches, quotidiennement, finissent barbouillées et taguées sans jamais émouvoir la police si de tels méfaits lui sont naïvement signalés.

La menace, en revanche, est prise au sérieux par les deux parties. Elle provient des questions simples, de bon sens, pourrait-on dire, adressées aux annonceurs : « De quel droit occupez-vous l'espace public pour y déployer vos messages indésirables et pourquoi les destinataires de ces messages sont-ils, eux, réglementairement empêchés d'exprimer leurs réponses ? Pourquoi l'espace public n'appartient-il pas au public et pourquoi cet espace est-il vendu aux plus offrants pour un usage très éloigné de l'intérêt général ? »

**Description des forces en présence.** D'une part, une trentaine de personnes, sympathisantes des trois associations antipublicitaires que sont R.A.P. (Résistance à l'agression publicitaire), Le Publiphobe et Casseurs de Pub. D'autre part, à proximité immédiate, une quarantaine de

policiers : environ vingt hommes en tenue, encadrés par autant d'agents en civil. J'ai aimablement conversé avec l'un d'eux. Il m'a signalé avoir le grade de commandant et en avait effectivement la physionomie et les manières.

Ce dispositif policier, déjà disproportionné, était flanqué de deux motards et d'un gros déploiement de véhicules : un petit fourgon gris fer, au moins trois berlines banalisées et un long convoi de cinq cars, tout pimpants sous leur livrée tricolore, dont je n'ai pas tenté d'évaluer les effectifs.

**Deux ou trois choses pour compléter l'exposé.** D'abord le « barbouillage », procédé peu civil et provocateur, n'est pas un choix délibéré. Il est le résultat de longues années d'un dialogue de sourds avec les « autorités » ayant en charge les pratiques publicitaires. *In fine*, ce barbouillage n'est rien d'autre qu'un cri de désespoir éprouvé face à notre État français dont on se prend si souvent à mettre en doute la dynamique républicaine et démocratique. Cet État dont un des plus vifs talents consiste à enterrer la vie civile sous les pesanteurs du temps et de la réglementation. Ensuite, et toujours pour compléter notre exposé, il pèse sur le petit jeu du barbouillage des circonstances carrément aggravantes. Non seulement il en est à sa troisième représentation, mais il se déroule à chaque fois au grand jour, donc au vu et au su de sympathisants, de témoins, de passants. Et surtout, crime des crimes, en abandonnant les pratiques délinquantes, l'action « Au grand jour » conteste l'autorité réglementaire et prétend au bénéfice d'une « légitime réponse » (une réplique, adressée sur place, au message de l'annonceur).

Or, rien n'est plus odieux au pouvoir, lequel fait ordinairement bon ménage avec la délinquance, que de voir s'ériger de prétentieux objectifs : une place au soleil, le bénéfice de la loi, l'usage de la raison ou un demi-quart d'existence...

**Que résulte-t-il de l'événement ?** Premier constat relevant de la vulgarité : le XVI<sup>e</sup> arrondissement est mieux doté en police que les banlieues criminogènes. Deuxième constat, et nous sommes toujours dans le convenu : les « forces de l'ordre » se déplacent plus volontiers pour défendre des intérêts institutionnels que pour la protection des citoyens. Venons-en maintenant à une désagréable mais essentielle hypothèse. Aurions-nous, dans notre candeur civile, entrouvert une boîte de Pandore pleine à craquer de juteuses méthodes de crétinisation, publicitaires ou de propagande, dont les institutions usent et profitent sans vergogne ?

Imaginez-vous le spectacle de ce mercredi 4 avril : d'une part, un acte civil de transgression (entièrement dû à l'engagement militant de quelques-uns) et, d'autre part, les iniquités de la manipulation publicitaire (dues à notre maladresse à faire les omelettes sans ouvrir la boîte de Pandore), tout cela étalé au grand jour ! Avouez qu'il y a de quoi actionner les « forces de l'ordre ».

**Résumé et conclusions.** À l'issue de quelques années de palabres stériles, trois citoyens ont tenté, encore une fois, d'attirer l'attention des annonceurs et des autorités sur la densité insupportable d'injonctions publicitaires dans notre environnement et sur des lois contraignant le public à une passivité non moins insupportable en face de cette situation.

Résultat : échec. Ces trois personnes n'ont réussi à rien sauf à augmenter notre indignation. En revanche, nous avons tous été la cible d'un éloquent message publicitaire émanant

des pouvoirs en place : « Les forces de l'ordre sont nombreuses, polies, biens équipées et sans état d'âme. »

Fermons le ban !

Serons-nous pour autant guéris de notre utopie civile et démocratique ? Serons-nous mieux crétinisés par le décervelage publicitaire ? Je crains, à l'inverse, que l'action des « forces de l'ordre » ne provoque un déferlement des forces de la vie, très opportun à la liberté de l'esprit. J'y aiderai personnellement avec conviction. **Juste Jérisse**

(Pantin)

*P.S. : R.A.P.-Échos, publication antipublicitaire, n'ouvre pas ses colonnes à la politique ou à l'action sociale. Par principe.*

*Il me paraît néanmoins difficile aujourd'hui, voire bizarre, de continuer à hurler dans notre placard alors que tout le pays frémit de revendications les plus diverses mais ayant pour point commun les désordres humains, naturels et structurels entraînés par le néolibéralisme et son dieu financier.*

*Je prie donc le lecteur de se reporter à ses sources d'information habituelles et de donner, lui-même, à ce texte une place convenable dans ce vaste soubresaut libérateur. ■*